

HONDURAS

**Amnesty International adopte des
dirigeants indigènes comme prisonniers
d'opinion**

Index AI : AMR 37/002/2006

ÉFAI

**Embargo : jeudi 19 janvier 2006
à 00h01 TU**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La justice hondurienne est utilisée pour infliger des charges à caractère politique à des dirigeants indigènes dans le but de les empêcher de revendiquer des titres de propriété foncière, a déclaré ce jeudi 19 janvier 2006 Amnesty International en lançant une campagne internationale en faveur de la libération des dirigeants indigènes Feliciano Pineda, Marcelino Miranda et Leonardo Miranda de Montaña Verde, dans la municipalité de Gracias (département de Lempira).

Feliciano Pineda a été arrêté le 6 juin 2005 sous l'inculpation de vol, déprédations, destruction de domicile et homicide en 2001 sur la personne de Juan Reyes Gomez lors d'un conflit foncier présumé. L'arrestation a eu lieu alors que Feliciano Pineda était hospitalisé à Tegucigalpa après que trois hommes l'eurent grièvement blessé à coups de machette.

Feliciano Pineda a été incarcéré alors qu'il ne pouvait pas manger ni marcher sans assistance. En décembre 2005, il a été acquitté du chef d'homicide. Il est toutefois resté en prison pour les autres charges pesant sur lui, bien que le délai prévu par la loi pour le traduire en justice pour ces faits se soit écoulé. En septembre 2005 un gardien de prison avait voulu contraindre Feliciano Pineda sous la menace d'une arme de signer une déclaration dans laquelle il acceptait toutes les charges retenues contre lui, ce qu'il avait refusé de faire.

Le 16 décembre 2003, Marcelino et Leonardo Miranda, tous deux dirigeants de la communauté de Montaña Verde, avaient été les premiers à être reconnus coupables du meurtre de Juan Reyes Gomez. Les frères avaient chacun été condamnés à vingt-cinq ans de réclusion en dépit des éléments montrant que les charges retenues contre eux avaient été forgées de toutes pièces, en représailles pour le rôle qu'ils avaient joué

dans les tentatives menées pour obtenir un titre foncier pour leur communauté.

Leur procès avait été entaché d'irrégularités, comme le fait que les éléments médicaux légaux utilisés n'avaient pas été prélevés par des spécialistes qualifiés et que seuls les témoignages à charge avaient été acceptés.

Feliciano Pineda et les frères Miranda ont été adoptés par Amnesty International comme prisonniers d'opinion incarcérés pour des raisons à caractère politique.

« Les charges retenues contre Feliciano Pineda et les frères Miranda s'inscrivent dans une campagne menée au Honduras contre les dirigeants indigènes et les défenseurs des droits humains pour les dissuader d'essayer d'obtenir des titres de propriété et de protéger l'environnement », a déclaré Amnesty International.

L'organisation a demandé que Feliciano Pineda et les frères Miranda soient libérés immédiatement et qu'une enquête soit ouverte sur le meurtre de Juan Reyes Gomez.

« Les militants indigènes et les défenseurs des droits humains sont devenus des citoyens de deuxième ordre au Honduras et ils bénéficient en tant que tels d'une justice de deuxième ordre. ». ●

Des informations complémentaires et des photographies de Feliciano Pineda, Marcelino Miranda et Leonardo Miranda se trouvent sur le site [news.amnesty](http://news.amnesty.org)

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>